

## **LVIII. Valeur géostratégique [où psychologique] de Chypre pour la Grande-Bretagne et la crise du Canal de Suez**

[Published first in: Faculty of Turkish Studies and Modern Asian Studies, *Working Papers*, 9/2014]

**Résumé:** Je soutiens ici que les Britanniques, pour une période d'au moins 70 ans, ne considéraient pas Chypre comme une «colonie d'importance stratégique pour la Couronne». Je soutiens aussi que l'île était probablement placée, par les responsables de la Politique coloniale Britannique, dans la catégorie des «colonies pauvres», étant privée de matières premières ainsi que de toute infrastructure industrielle. Je propose alors aux chercheurs d'examiner comment la «Vieille Albion» concevait l'importance stratégique de Chypre jusqu'à la fin de la 2eme guerre mondiale et par conséquent, qu'ils cessent de toujours blâmer la partie grecque qui, soi-disant, n'a pas considéré cette «sensibilité» britannique et a cherché l'Union, «sans réfléchir, énervant ainsi les Anglais, avec les résultats désagréables qu'on sait».

**Mots-clés:** géopolitique de Chypre, colonialisme britannique, Chypre-Souez, crise du canal de Suez, facteurs psychologiques en géopolitique.

***Première phase: Chypre comme colonie britannique de 2ème classe***

Révéléateur de l'importance mineure, géostratégique, opérationnelle, mais aussi tactique, qu'attribuaient les responsables de la Haute Stra-

tégie de la Vieille Albion à l'île, était le fait que, malgré la création des bases maritimes et aériennes, Chypre n'a pas joué de rôle important pendant les deux guerres mondiales.

A la moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, la population de l'île s'élevait à environ 500.000 habitants, composée dans sa majorité écrasante (plus de 80%) de Grecs. Les Turcs (ou plus précisément les Musulmans) représentaient environ 18% de la population et le reste 2% était composée d'Arméniens, de Maronites, de «Latins» (Levantins) et d'Anglais. Naturellement, le désir brûlant de la majorité de la population pour l'union avec la Mère Grèce était connu de tous – y compris des colons Anglais. Il s'agit d'une aspiration évidente, logique et légitime, analogue à celle de la grande majorité des habitants des autres grandes îles grecques comme la Crète (ou le Dodécanèse, ou, un peu avant, les îles Ioniennes).

C'est un fait, l'Union avec la Grèce, qu'elle fut prônée spontanément en 1931, ou soigneusement planifiée, soutenue officiellement par la Grèce en 1955, a entraîné une réaction négative de la part de Londres.

Il est utile de rappeler qu'à la suite de l'insurrection populaire de 1931, et de sa répression, la Grande-Bretagne a levé le statut d'auto-gouvernance limitée. La charte existante et l'organe parlementaire élu localement ont été abolis. Chypre était, dès lors, une colonie directement régie par la Couronne («direct rule colony») par la voix de son Gouverneur,

Entre-temps, au milieu d'une situation internationale troublée qui caractérise la fin des années '30 et la guerre mondiale qui a suivie, Chypre donnait l'impression, d'une colonie «oubliée». Cela est prouvé par le fait que, selon la classification de la bureaucratie anglaise relative aux salaires et des échelons des cadres de l'administration coloniale, parmi la totalité des 38 colonies de la Couronne Britannique en 1947, Chypre était considérée comme colonie de «2ème classe» («class two») occupant dans le rang du Ministère des Colonies une place en dessous de Hong Kong et de la Jamaïque (colonies de 1er rang).<sup>1</sup>

La question de l'autodétermination s'est à nouveau posée aux Grecs de Chypre après la guerre. Beaucoup de choses ont été dites et écrites ces dernières décennies, à Athènes comme à Nicosie, par des membres de la

---

1. Kirk-Greene, Anthony, *On crown service: a history of HM colonial & overseas civil services 1837-1997*, I. B. Tauris, London 1999, 14.

communauté académique, des journalistes ou des politiciens, qui semblent être possédés du syndrome de flagellation et lancent l'anathème contre les Grecs de Chypre (et de l'Hellénisme en général). Dans ce contexte il serait bien utile de rappeler quelques vérités irréfutables. Telles que :

1) Premièrement : la question de l'autodétermination était, en principe, juste et légitime, ayant une base objective et non équivoque.

2) Deuxièmement, la demande à l'autodétermination est née de la population chypriote grecque, à une époque historique donnée, qui sera désignée plus tard dans les manuels scolaires et la littérature scientifique comme «l'Age de la décolonisation» - dans une situation historique, en d'autres termes, où l'ensemble du système international vibrait de bout en bout des mouvements de libération nationale des peuples, de l'Irlande à l'Indochine, de l'Algérie à la Malaisie, du Congo à l'Inde.

3) Troisièmement, la demande à l'autodétermination a été placée sous la règle de la guerre des impressions de la guerre mondiale qui venait de s'achever, de la dynamique que cette guerre a libérée et la rhétorique des puissances victorieuses, qui systématiquement et artificiellement même, avaient cherché à donner à la confrontation avec les forces vaincues le caractère d'une «confrontation totale entre la lumière et les ténèbres», entre la liberté et la tyrannie.

4) Aux raisons précédentes un autre élément important doit s'ajouter: Cette puissance coloniale, à laquelle les Grecs de Chypre ont adressé leur - demande à l'autodétermination- de la manière la plus légale et à point nommé-, a été la Puissance Alliée par excellence de la Grèce historiquement parlant, en particulier, lors de la seconde guerre mondiale. En effet, en 1940, la «petite mais valeureuse Grèce» reste véritablement le seul - allié actif de la Grande-Bretagne sur le continent. Cependant les autres États avaient littéralement «tourné le dos» à Londres, soit en s'engageant volontairement aux côtés de l'Axe (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Finlande) ou en courtisant l'Axe et s'acquittant de leurs obligations vis-à-vis de Londres, sans toutefois éviter l'invasion (par exemple, la Yougoslavie, la Belgique) ou en courtisant l'Axe et ainsi maintenir habilement leur neutralité (par exemple la Turquie, la Suède) ou, après une résistance symbolique de quelques minutes, se déclarant vassal de l'Axe (par exemple le Danemark ou les Pays-Bas).

Là encore, il faut ajouter deux éléments:

4.1) Tout d'abord, Londres savait pertinemment que les Chypriotes

grecs n'accepteraient rien de moins que l'autodétermination authentique et sincère, c'est à dire l'union de l'île à la Grèce. Même le potentiel accord, dans un premier temps, d'une solution transitoire d'autogouvernement limité, par les Grecs de Chypre, ne pouvait pas être accepté que comme une étape intermédiaire vers l'autodétermination et l'union.

4.2) Deuxièmement - et plus critique: en ce qui concerne le seul véritable enjeu stratégique pour la Grande-Bretagne, c'est à dire la question de la conservation et de l'utilisation d'une ou plusieurs bases militaires sur l'île, n'a jamais représenté un problème pour les Chypriotes Grecs. Déjà en 1953, le maréchal Alexandre Papagos, alors Premier ministre, avait assuré le ministre des Affaires étrangères à l'époque (et plus tard premier ministre) de Grande-Bretagne, Sir Anthony Eden, que si la Grande-Bretagne consentait à l'union de Chypre avec la Grèce, ce dernier garantissait la continuité de la présence militaire anglaise sur l'île.<sup>2</sup>

Ce point je le considère comme crucial, parce que pendant un demi-siècle, nous avons entendu et lu des universitaires, mais aussi des hommes politiques, d'innombrables accusations contre les Grecs de Chypre, parce qu'ils ont promulgué la question de l'autodétermination en négligeant, soi-disant, l'énorme valeur stratégique de l'île pour la Grande Bretagne. En ce qui concerne la réelle - et non pas celle que nous lui attribuons - valeur stratégique de l'île pour la Grande-Bretagne, jusqu'en 1950 au moins, la réponse est donnée par tout ce qui a été mentionné ci-dessus. Mais au cours aussi des années 1950, concernant l'unique vrai - et non mythologique ou imaginaire - intérêt stratégique de la Grande-Bretagne au sujet de Chypre, personne, ni même un Britannique, n'a jamais prétendu que soit le commandement du «Combat national pour la Libération», soit le Gouvernement Grec ait dénié à l'allié Anglais la possibilité ou le privilège de la conservation et de l'utilisation des installations militaires sur l'île.

4.3) En outre - et c'est aussi un point rarement évoqué- la population grecque de l'île n'était pas imprégnée de sentiments antibritanniques, ni ne considérait l'administration coloniale comme particulièrement oppressante. De toute évidence, les Grecs de Chypre partageaient pour des raisons historiques, les mêmes sentiments anglophiles avec leurs frères

---

2. V. John Newsinger, *British Counterinsurgency from Palestine to Northern Ireland*, Palgrave, London 2002, 88.

de Grèce (sentiments qui avaient constaté, pour la énième fois, les ambassadeurs britanniques à Athènes, Sir Sydney Waterlow et Sir Michael Palairret, vers la fin des années '30). Même les partisans les plus ardents de l'Union, de toutes les classes de la population chypriote grecque, ne nourrissaient pas de haine contre les Britanniques. En outre, beaucoup d'entre eux avaient combattu avec les Britanniques contre les Allemands et les Italiens, soit en servant dans l'armée grecque, soit en étant intégrés dans les forces de l'armée britannique. N'oublions pas que même la 1ère Brigade de la célèbre SAS (Special Air Service), les commando-parachutistes, forces d'élite de l'armée britannique, qui écumaient de 1942 à 1945 la mer et les îles situées entre les Archipels de l'Égée, la Crète, Chypre et le Moyen-Orient - et dont le nom jusqu'à présent est associé avec les bases britanniques de Chypre- avait été constituée pendant la Seconde Guerre mondiale, par le colonel britannique Sir David Sterling et le colonel grec Christodoulos Tsigante, avec sa «Compagnie Sacrée» «Ieros Lohos» (dénomination honorifique, qui acquit rapidement le rang de régiment).<sup>3</sup>

Conscients des puissants liens d'alliance (de camaraderie même) il était absolument normal et raisonnable pour Chypre et pour la Grèce, d'attendre un geste de bonne volonté de la part de la «Vieille Albion». Surtout compte tenu du fait que ses intérêts stratégiques seraient absolument assurés au sein de Chypre sous souveraineté grecque.

D'autre part, par une singulière ironie de l'histoire, c'est précisément l'attitude décrite ci-dessus des Chypriotes grecs envers les Britanniques - l'absence de sentiments de haine et d'actions qui en découleraient - qui a peut-être conduit les Britanniques à ne pas prendre au sérieux les demandes répétées et insistantes de Grecs de Chypre pour leur autodétermination. Difficile pour les Britanniques de penser que les Chypriotes pourraient devenir aussi agressifs que les Égyptiens par exemple.<sup>4</sup>

J'ajouterai ceci: tous «les nôtres», qui ont participé de leur plume, des décennies durant, à ce que j'appellerai l'industrie des opinions erronées et au catalogue des occasions perdues, n'ont jamais souligné l'incapacité frappante des Britanniques à comprendre les aspirations de la population locale.

3. V. Ilias Iliopoulos, *Des pages d'histoire militaire: les opérations de la compagnie sacrée durant la 2nde guerre mondiale*, ed. Hérodote, Athènes 2013(*en grec*).

4. Robert Holland.

Et pourtant, le jugement erroné de la situation de la part de Londres, du point de vue de l'élément local, est pour parler en termes modernes, l'un des échecs les plus importants dans le domaine que les Militaires d'aujourd'hui qui participent à des opérations internationales appellent le «Cultural Awareness»:

Le fait qu'ils avaient devant eux une population chrétienne, européenne, avec un faible taux d'analphabétisme, pacifique et travailleuse, qui détestait la violence et avait qu'on pourrait caractériser sociologiquement comme de bons pères de famille aurait du être mieux apprécié. Le fait aussi qu'il n'y avait pas eu à Chypre de crimes odieux, d'émeutes ou de massacres contre les cadres de l'administration coloniale, des ressortissants étrangers ordinaires ou, pire encore, leurs femmes et leurs enfants (comme cela s'est produit, par exemple, à plusieurs reprises au Congo, en Algérie, au Kenya et ailleurs), au lieu d'être apprécié à son juste titre, a été mal interprété par les Britanniques. Ces éléments ont été interprétés, soit comme des aspirations pas si sérieuses, soit comme un manque de courage manifeste de se battre pour ses idéaux.

### ***Deuxième phase: Chypre comme colonie de la plus haute importance stratégique pour la Grande-Bretagne***

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale avait eu lieu une redéfinition drastique de la haute stratégie et par conséquent, des intérêts et des priorités stratégiques de l'Empire britannique, qui se révéla fatale pour la question chypriote. Par une ironie quasi sarcastique de l'histoire, une acquisition de la Vieille Albion, qui jusqu'à récemment semblait d'une importance secondaire, était subitement déclarée désormais, d'une haute valeur stratégique. Et à un moment où l'ancienne souveraine des mers Albion accordait volontairement ou pas, le statut d'indépendance à une série interminable de grandes et de petites colonies, elle a alors déclaré que, surtout dans le cas de cette colonie spécifique, il ne serait jamais autorisé de retirer le drapeau de St George, de St. Andrew et St. Patrick. «Jamais!», selon la déclaration célèbre qui reste gravé de façon indélébile dans la mémoire du peuple Chypriote Grec.<sup>5</sup>

5. La paternité de l'expression revient à l'officiel Britannique, issu du ministère des

Que s'était-il passé?

La Grande-Bretagne était sortie victorieuse de la Seconde Guerre mondiale, mais elle était absolument incapable de maintenir sa position antérieure en tant que Grande Puissance, et en particulier en tant que force mondiale hégémonique. Le pays faisait face au spectre de la faillite, et dépendait totalement du prêt extérieur (c.à.d. de l'aide américaine). L'ancien souverain des mers et du monde ne survivait, au lendemain de la guerre, que grâce au prêt de 4,34 milliards de dollars attribués par les américains (un montant incroyablement surdimensionné pour les données de l'époque).<sup>6</sup>

Le dénommé «architecte de la victoire», Sir Winston Churchill, qui a subi une énorme défaite dans les premières élections en temps de paix, en 1945, a remis à son successeur, Clement Attlee, premier Premier ministre issu du Parti du Travailleuse, un pays en crise. Le peuple britannique continuait toujours à vivre - jusqu'au début des années 1950 - dans le cadre des restrictions sévères de nourriture, de charbon et d'habillement ainsi que d'importation de marchandises étrangères, qu'il vivait depuis 1939. Plus de 2,4 millions de personnes étaient au chômage en 1947, alors que beaucoup ont eu froid en raison du sévère manque de charbon, associé aux températures très basses de l'hiver rigoureux 1946-1947. Avec une telle situation dans le domaine économique et social, le niveau des dépenses militaires est resté extrêmement élevé, en raison de la nécessité persistante de la conservation et la maintenance des bases et garnisons militaires à travers tout l'Empire britannique. Le budget de défense, pour 1946-1947 par exemple, s'élevait à 1,091 milliards £, et correspondait à 15% de son PIB.<sup>7</sup>

Du point de vue de la haute stratégie de l'Empire britannique, en particulier selon les militaires, la situation, qui surgie et à laquelle ils se devaient à faire face au lendemain de la «Grande Victoire» semblait cauchemardesque. Il fallait d'une part maintenir une forte armée d'oc-

---

colonies, Harry Hopkinson, lequel exclut toute idée de changement du régime de souveraineté de Chypre dans sa déclaration du 28 juillet 1954. F. Madden, *The End of Empire: Dependencies since 1948*, Part I, Greenwood Press, Westport 2000, 424.

6. «British finishing repaying U.S. loan to fight WWII», *Arizona Daily Star*, 29/12/2006.

7. Barnett, Corelli, *The Lost Victory: British Dreams, British Realities, 1945-1950*, Macmillan, London 1995, 76-77.

cupation sur le territoire de l'Allemagne vaincue. – et l'État-major de la Défense Impériale devait d'autre part répondre à tous les appels d'intervention immédiate des troupes ou de support pour:

- Soit supprimer les soulèvements nationalistes (au Moyen-Orient et en Asie - voir en Inde, à Ceylan, en Birmanie, en Palestine, etc. - et après en Afrique Subsaharienne).

- Soit restaurer la souveraineté de la couronne et l'ordre public dans de nombreuses colonies britanniques tombées pendant la guerre sous l'occupation étrangère (japonaise), où désormais des soulèvements anti-coloniaux se manifestaient (comme en Malaisie).

- Soit maintenir l'ordre dans les autres colonies des États alliés, jusqu'à ce que ces derniers puissent prendre à nouveau en charge les opérations de police (comme dans les Indes Néerlandaises, où les Britanniques ont envoyé des forces conséquentes en 1945 et 1946, jusqu'au moment où le Gouvernement des Pays-Bas formé à Amsterdam, fut capable de reprendre en main sa colonie - et d'affronter l'insurrection).

- Soit renforcer des États alliés et leurs gouvernements face à la menace «mortelle» de l'imposition de régimes communistes (comme dans le cas de la Grèce en Décembre 1944).

Dans ces conditions, une réévaluation fondamentale, des obligations coloniales de la Grande-Bretagne et la réduction drastique des dépenses militaires concomitantes constituait une condition indispensable pour le salut de l'économie nationale britannique et la survie même du pays.

Mais aussi, d'un point de vue purement géopolitique / géostratégique, il était absolument nécessaire de réévaluer «radicalement» les priorités stratégiques de la Grande-Bretagne. Compte tenu de la Guerre Froide qui était alors naissante (1946-1947 «la première Crise de Berlin», les Forces britanniques devaient être orientées vers la défense contre la «Menace Soviétique» et, par conséquent, la défense du territoire métropolitain (les îles britanniques), ainsi que de l'Europe de l'Ouest, face à la masse de l'armée rouge.

En prenant en compte les données ci-dessus, le gouvernement Attlee a pris l'initiative de commencer une longue discussion sur la situation stratégique de la Grande Bretagne. Au début de 1946, il a pris la décision douloureuse mais essentielle d'accorder l'indépendance à l'Inde (le fameux «diamant de la Couronne»), et jusqu'en 1948, à Ceylan et à la Birmanie. Au début de 1947 d'ailleurs, la Vieille Albion, affligée par le



fardeau de ces longues années de souveraineté des mers, a demandé à sa «fille d'outre mers» d'assumer la responsabilité de soutenir le gouvernement grec dans sa lutte contre l'armée communiste. (Fait qui a contribué à énoncer la Doctrine Truman»).

En ce qui concerne, en particulier, le sous-système géopolitique ou complexe de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient (qui nous intéresse particulièrement en raison de Chypre), le gouvernement Attlee, par un mémorandum envoyé aux membres du Cabinet et aux Chefs d'États-majors, a remis en question la nécessité de continuer à maintenir une forte présence militaire dans cette région, en invoquant la nouvelle réalité géostratégique d'après-guerre. Le but de la présence militaire anglaise en Méditerranée et au Moyen-Orient au cours de la période historique précédente, consistait au maintien des voies de communication maritimes entre la Grande-Bretagne et ses vastes colonies en Asie (la protection de la fameuse «route des Indes»). Pourtant, dès lors, compte tenu de l'indépendance programmée de l'Inde et des autres colonies asiatiques (Ceylan, Birmanie, Malaisie) par la Couronne britannique, il n'y avait plus de raisons objectives à la poursuite de la présence militaire anglaise en Méditerranée et au Moyen-Orient.

En outre, compte tenu de la menace soviétique, de première importance pour la Grande-Bretagne, le gouvernement devait désormais donner la priorité à la croissance et à la conservation des capacités offensives et défensives de la Royal Air Force, ainsi qu'au développement d'une capacité de dissuasion nucléaire, au lieu des engagements coloniaux, qui n'étaient plus prioritaires aux yeux du Premier Ministre.<sup>8</sup>

Toutefois, la tentative judicieuse et prudente d'Attlee de recommander une lecture sobre et réaliste du nouvel environnement géostratégique dans lequel agirait dans l'avenir la Grande-Bretagne, s'est heurté à la très vive réaction des militaires.

Il convient de considérer, même rapidement l'itinéraire de ces hommes, alors dépositaires de l'autorité militaire. Ces grands chefs, sans doute des officiers brillants, se distinguent par une caractéristique commune : leur attachement émotionnel très personnel à l'idée de l'Empire colonial britannique:

---

8. Butler, L. J., *Britain & Empire: Adjusting to a Post-imperial World*, I.B. Tauris, London 2002, 76.

- Le chef de l'état-major impérial au lendemain de la guerre, le Maréchal Bernard Montgomery, avait précédemment servi en Inde et en Palestine.

- Le premier chef de l'après-guerre de la Royal Air Force, le général Arthur Tedder, avait servi comme jeune Officier dans le Moyen-Orient dans les années 1920.

- Le général John Slessor, qui a pris la direction de l'Armée de l'Air en 1950 après Arthur Tedder, avait servi en l'Inde comme jeune Officier au début des années 1920 et par la suite, comme officier supérieur dans la seconde moitié des années '30.

Il est vrai, en effet, que, pendant cette période de transition critique, immédiatement après la dernière grande Guerre (à une époque où la Grande-Bretagne perdait un empire sans encore avoir trouvé un rôle, selon l'énonciation proverbiale connue), les responsables de la stratégie de la défense de la nation étaient clairement motivés par l'émotion plutôt que par la logique.<sup>9</sup>

Cette constatation a donc joué, un rôle crucial sur la demande chypriote d'autodétermination et la réaction des décideurs britanniques. Soulignons-le, encore une fois, personne, parmi ces historiens, ces internationalistes, ces psychologues qui se sont penchés sur la question chypriote, n'ont à ma connaissance, pris la peine de dessiner un profil psychologique de ces hommes qui faisaient la haute stratégie britannique d'alors, justement parce que le sentiment prévalait sur la logique ! Ils ne se sont pas plus penchés sur la question de savoir si ces actes étaient conformes à ce qui est enseigné jusqu'à aujourd'hui en matière de rationalité du système international (le fameux Principle of Rationality).

Dans leurs réponses, les chefs d'État-major ont tenté de conjurer la réalisation (cauchemaresque pour eux) d'une diminution à grande échelle de l'empire, en citant injustement (selon Clausewitz) la «langue des nécessités militaires» en bombardant les politiciens de raisons pompeuses, mais vides de tout contenu réel, telles que «le maintien de l'influence impériale».

Surtout pour le sous-système du Moyen-Orient - Méditerranée orientale, (qui nous concernent ici directement) ils ont exprimé la doctrine du «nœud de la planification défensive» et, à cet égard, la doctrine des

---

9. V. Barnett, *ibid*, 46-49.

«Trois Piliers». Selon ce raisonnement, le Moyen-Orient était le centre de toute la planification défensive de la Grande-Bretagne et l'un des trois piliers du système de défense nationale. Les deux autres étaient: les îles britanniques et les routes de transport maritime. Ensuite, ils étaient d'avis que si l'un des trois piliers s'écroulait, la totalité du système de défense du pays s'effondrerait.<sup>10</sup> Ici, nous pouvons détecter une première version de la théorie des dominos (plus tard révélée au monde par l'implication américaine au Vietnam et au passage, l'une des influences caractéristiques d'Henry Kissinger sur la haute stratégie américaine- et l'une des méconnaissances les plus typiques de la théorie scientifique, en l'espèce du réalisme politique, pour des raisons politiques, ainsi que ce fut dénoncé par le père même de l'école du réalisme politique, Hans J. Morgenthau).

De toute évidence, les affirmations des dirigeants de la stratégie britannique ne résistaient pas à l'épreuve de l'analyse géopolitique systématique ni correspondaient aux données de l'environnement géostratégique formé. Étant donné désormais le statut des États-Unis, en tant que force navale de portée planétaire et compte tenu, en particulier, de la présence de la puissante sixième flotte dans les eaux de la Méditerranée, et d'autre part, la très mince taille, à l'époque, de la flotte soviétique; la nécessité de la présence militaire anglaise dans la région en vue de préserver les voies maritimes donne plutôt l'impression d'un anachronisme historique ou d'un «rejet de la réalité».

La résistance des états-majors - et en particulier du Maréchal Montgomery, qui accusait directement le Gouvernement travailliste de «défaitisme»<sup>11</sup> - a pris une telle ampleur qu'il a entraîné avec lui des membres du gouvernement. Le premier ministre ne pouvait même pas convaincre son ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin.

Ainsi, en 1946, un comité gouvernemental chargé d'examiner la question de la puissance militaire britannique, tout en décrivant en détail les énormes charges que faisait peser sur l'économie nationale le maintien de troupes dans le monde entier, finissait par proposer de «maintenir le prestige britannique mondial et la nécessité d'assumer les

10. V. Buttler, *ibid*, 76.

11. V. Hamilton, Nigel, *Monty, volume 3: The Field Marshall, 1944-1976*, Hodder & Stoughton, London 1986, 650 et sqs, 660 et sqs, 676 et sqs.

responsabilités d'une des trois grandes puissances de ce le monde». <sup>12</sup>

Tout cela à une époque au cours de laquelle, il était clair que la Grande-Bretagne était, désormais, incapable de répondre par ses propres moyens à la gestion militaire des crises et qu'elle était dépendante de l'aide américaine. Cette aide pour la période 1952-1953 s'élevait à 244 milliards de livres sterling, un montant inimaginable pour l'époque. <sup>13</sup>

Il est historiquement prouvé à de nombreuses reprises, qu'une organisation bureaucratique au sens wébérien du terme, a toujours tendance à résister vigoureusement à toute tentative de lui supprimer le pouvoir. En Grèce le cas de l'organisme de dessèchement du lac Kopais, qui a continué à vivre, près d'un siècle après la fin des travaux (1880-1931). Au niveau politique international, le cas le plus typique est, l'OTAN, qui a survécu à la dissolution de l'adversaire (Pacte de Varsovie), a même survécu à l'effondrement de l'ancienne URSS (1991), et cherche désespérément une «menace» probable et improbable afin de continuer à avoir une «raison d'être» (souhaitons qu'il n'en trouve pas dans une action en Ukraine!).

Dans les années 1950, le meilleur exemple fut l'empire britannique, dont les responsables pour sa stratégie s'efforçaient avec anxiété, épuisant leur imagination, certes inventive, de justifier la poursuite de la vie de «l'Empire». Par conséquent, la présence anglaise paraissait s'imposer contre toute logique, au moins en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient (voir: Chypre et l'Égypte). Et ce en particulier une fois que les Britanniques se furent retirés de leurs colonies asiatiques.

En effet, la chose étrange est que (outre l'attachement personnel à l'idée de l'Empire, qui caractérise bon nombre de ceux qui formaient l'élite bureaucratique politique et militaire britannique), le renforcement de l'idée fixe sur la Méditerranée orientale/Moyen-Orient est inversement proportionnelle à la vitesse à laquelle ils abandonnaient par exemple les Indes, la Birmanie ou la Malaisie. Une explication assez satisfaisante est que le complexe Méditerranée-Moyen-Orient fut la seule région du monde à être encore sous la domination de la couronne

---

12. Barnett, *ibid*, 75.

13. Rosecrance, R. N., *Defence of the Realm: British Strategy in the Nuclear Epoch*, Oxford University Press, Oxford 1968, 138 et sqs, 156.

britannique. Bien que n'étant pas compatible avec les conclusions de la théorie du comportement rationnel des acteurs internationaux, du point de vue humain, ceci est certainement compréhensible de la part des leaders britanniques.

Par conséquent, et en tenant compte de la résistance des habitudes bureaucratiques aux changements, Londres est en train de tenter de justifier sa présence au Moyen-Orient, en utilisant la nouvelle doctrine de George Kennan sur le confinement («Containment») de la menace soviétique.

Nous avons vu que le successeur de Churchill, Attlee, avait demandé la redéfinition de la stratégie britannique de défense et, par conséquent, la contraction du nombre de colonies et de troupes stationnées dans les possessions impériales – en accentuant le développement de la RAF sur la base du nouvel environnement géostratégique international en profonde mutation et surtout de la menace soviétique.

Très bien alors: en adoptant les dernières hypothèses d'Attlee, les chefs d'états-majors, assistés par l'élite politique et bureaucratique, viendraient maintenant proclamer la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient comme stratégique, afin d'arrêter la menace soviétique. La région était le meilleur site pour l'installation de bases de bombardiers de la RAF.<sup>14</sup> En décollant d'Égypte par exemple, les bombardiers de la Royal Air Force (bientôt munis d'armes nucléaires) étaient susceptibles d'affecter le ventre mou de l'Union soviétique. Notez que les bases en question pourraient être utilisées pour une potentielle attaque de l'US Air Force sur l'URSS.<sup>15</sup>

Autant, le Maréchal Alan Brooke, chef général d'état-major de la défense, que le chef d'état-major de la Royal Air Force, Sir Arthur Tedder, a argumenté avec cette logique. Ils avaient clairement comme but de gagner le soutien de la politique américaine en faveur de l'idée que l'empire britannique ne peut rétrécir davantage - du moins au Moyen-Orient. Dans une «évaluation stratégique», rédigée en 1949, Sir Arthur justifiait la présence britannique dans la région par l'argument selon lequel les forces britanniques étaient «la seule influence stabilisa-

14. V. Cohen, Michael, *Fighting WW III from the Middle East: Allied contingency plans, 1945-1954*, Frank Cass, London 1977.

15. V. Ball, Simon, «Bomber Bases and British Strategy in the Middle East, 1945-1949», *Journal of Strategic Studies* 14 (1991), 515-533.

trice dans cette région, d'une grande importance économique pour le monde occidental.» En outre, le chef de la Royal Air Force a prédit que le retrait britannique de la région «serait synonyme de la décomposition du Commonwealth et de la chute consécutive de l'Afrique dans le communisme». <sup>16</sup>

Le plus surprenant, c'est que les britanniques n'ont pas compté avec les Arabes, en particulier les Égyptiens. Il est en effet étonnant de considérer à quel point les responsables de la Vieille Albion avaient sous-estimé l'intensité des sentiments anti britanniques des pays arabes et des peuples de la région (les sentiments philo- nazis ouvertement manifestés de la population arabo-musulmane, et les émeutes anti -britanniques qui ont eu lieu, de l'Égypte à l'Irak, en sont un très bon exemple).

La surprise de Londres fut énorme quand, l'Égypte a clairement dit dans la deuxième moitié des années '40, qu'elle n'avait pas l'intention de prolonger le vieux Traité, en cours d'expiration, qui autorisait l'installation de bases britanniques sur le sol égyptien.

Le retrait inévitable des troupes britanniques d'Égypte étant imminent, les chefs d'état-major ont considéré le cas de la Palestine comme stratégique pour la présence de l'armée britannique au Moyen-Orient. <sup>17</sup> Cependant, l'escalade du conflit entre Arabes et Juifs, parallèlement à la révolte juive contre l'administration britannique qui s'étendait, a choqué la Grande Bretagne. Il suffit de se rappeler l'attentat sanglant au siège de l'armée britannique à l'Hôtel King David à Jérusalem, <sup>18</sup> qui a obligé Londres à abandonner la Palestine.

Dans ces conditions, la zone du canal de Suez sous un régime différent de celui de l'Égypte, s'est relevée comme la principale base militaire britannique dans la région. Les Britanniques pensaient que la continuité de la présence anglaise dans ce «centre de conception défensive» tant vanté, était assurée.

Cependant, ce qui s'est déjà passé avant même la crise de Suez de 1956, a obligé à nouveau les britanniques à réviser leur attitude. Avec la montée des tensions dans les relations entre Londres et le Caire, la solu-

16. Barnett, *ibid.*, 97.

17. *Ibid.*, 65 et sqs.

18. 22-07-1946, depuis la résistance armée de l'organisation israélienne Irgun (<http://goo.gl/yXXjFC>).

tion de Suez semble au fil du temps, ne pas être l'idéale. Les Égyptiens ont rendus la vie impossible aux Anglais, soit en utilisant la stratégie de la désobéissance civile (barrage de grèves) soit la stratégie du terrorisme (actions de sabotage contre des installations britanniques).<sup>19</sup> Et après l'explosion de la crise de Suez, les responsables de la stratégie britannique étaient obligés de trouver d'autres solutions.

Ainsi, les yeux des Lords de la vieille Albion se sont dirigés vers Chypre. Expulsés de partout, la solution alternative était Chypre. Ils ont décidé de s'accrocher littéralement sur cette «feuille aquamarine jeté dans la mer», formant la promesse de ne pas voir se répéter l'humiliation subie en Inde, en Égypte, en Palestine, à Suez - «jamais»!

### ***Troisième phase: le retour des Torys et le refus de «retrait de l'Empire»***

Pendant ce temps, à un moment où tous ces enjeux internationaux se tramaient, en Grande-Bretagne un changement important eut lieu: le retour des conservateurs au pouvoir et de Churchill au 10, Downing Street - en 1951. La «revanche» pour l'échec de 1945.

Clairement, un gouvernement conservateur, avec Sir Winston à sa tête, était moins disposé que le gouvernement des travaillistes à accepter de voir le territoire de l'empire se réduire davantage. Au contraire, pour l'homme qui devint premier Lord de l'Amirauté britannique (ministre de la Marine), ministre de la défense et premier ministre durant les deux guerres mondiales, l'empire avait une énorme importance géostratégique et géoéconomique - au-delà du symbolisme politique et de l'imaginaire national.

Quelle aubaine pour le commandement militaire! Leur point de vue au sujet de la nécessité de préserver l'empire a été mentionné dans le «texte de la stratégie globale des chefs d'états-majors» («The Chiefs of Staff Global Strategy Paper») en octobre 1952: «Notre qualité de vie provient largement de notre position en tant que grande puissance, et cela dépend de la manifestation visible de notre grandeur et en particu-

19. Air Chief Marshall David Lee, *Wings in the Sun: A History of the RAF in the Mediterranean 1945-1986*, Stationery Office Books, London 1989, 45 et sqs.

lier par les possessions d'outre-mer». <sup>20</sup> Objectivement cela était privé de tout contenu militaire. Cependant, cela témoignait du fort degré d'attachement émotionnel à l'idée de l'empire.

Il a été dit également, que l'idée d'«empire» et de la doctrine du maintien d'une présence anglaise en Méditerranée orientale et au Moyen Orient ne se limitait pas à l'armée, mais aussi à l'élite politique dirigeante. Ironie de l'histoire, le n° 2 (bientôt il serait numéro 1) de l'élite politique dirigeante était obsédé avec l'Orient Il s'agit de Sir Anthony Eden («personne fatale» pour Chypre, du côté britannique bien sûr).

Antony Eden, né en 1897, dispose d'un curriculum vitae impressionnant. Après la fin de la 1ère guerre mondiale, où il a pris part en tant qu'officier de réserve, il a étudié les langues orientales (arabe et persan) à l'université d'Oxford, ayant pour objectif d'intégrer le corps diplomatique de l'empire britannique.

Mêlé cependant, à la politique dès ses études à Oxford, il a réussi d'être élu député conservateur en 1923. Dès le départ, ce jeune politicien prometteur s'était présenté comme le plus grand expert du Parti conservateur sur les questions de politique étrangère.

En 1935, Eden était chargé du portefeuille des Affaires étrangères. Trois ans plus tard un événement a marqué sa carrière politique. Il apparaît comme un courageux homme d'État, prêt à aller «contre-courant» afin de défendre l'intérêt national. Eden fortement en désaccord avec la politique d'apaisement («Appeasement»), qu'a suivi le premier ministre Sir Neville Chamberlain face à l'Allemagne d'Hitler et l'Italie de Mussolini, conduisant à l'accord honteux de Munich d'Octobre 1938 a démissionné.

L'absence d'Eden du Conseil ministériel n'aura pas duré. Peu de temps après, lorsque la politique d'apaisement s'est effondrée et Sir Neville Chamberlain a été remplacé par Sir Winston Churchill, Eden a été mandaté par Churchill pour reprendre les rênes de la diplomatie britannique. <sup>21</sup>

En 1951, Anthony Eden reprend le portefeuille des Affaires étrangères, à une époque où, comme nous l'avons vu, l'ancien «empire britan-

---

20. V. Buttler, *ibid.*, 98.

21. Sur la vie et la mentalité d'Eden, voir: *Mémoires d'Eden: face à deux dictateurs*, Cassell, London 1962.



nique» avait fortement reculé, en particulier dans le complexe Moyen-Orient/méditerranée orientale.

Nous pouvons facilement comprendre l'énorme confiance en soi de cet homme, qui n'a pas hésité à tout quitter en 1938, et risquer une brillante carrière politique, pour revenir, conforté, un peu plus tard, quand Hitler pulvérisait l'accord de Munich, en attaquant la Tchécoslovaquie et la Pologne. Ajoutez, sa foi absolue en sa capacité de saisir, mieux qu'aucun autre, les questions du Moyen-Orient et vous pouvez imaginer combien cet homme était en mesure d'accepter l'opinion ou le conseil d'un autre politicien sur le Moyen Orient.

Tout d'abord, Eden n'accepterait pas de suggestion, pas même du Ministère des Colonies – ceci était absolument clair dès le départ. Eden a littéralement «fauché» la question chypriote de la compétence du «Bureau Colonial», et a strictement interdit à toute personne de questionner son autorité sur le sujet.

Les Britanniques sentaient la nécessité en 1951, de donner une dernière victoire au seul homme qui a marqué de façon indélébile le destin de la nation pour un demi-siècle. Ce n'était pas un secret que "le vieux" se trouvait à la fin de sa vie, et qu'Eden, le seul qui l'avait suivi en 1938, non seulement se préparait au poste de Premier ministre, mais exerçait déjà ce rôle de façon informelle.

Le ministre des Affaires étrangères a donc clarifié face à tous que la question chypriote resterait sous sa juridiction exclusive.

### *Quatrième phase: la période Eden*

Principe constant du ministère des colonies était, de manière diachronique, que le mode d'administration de chaque colonie constituait une affaire intérieure de l'empire et, par conséquent, aucune intervention d'États étrangers n'était permise. Ainsi, un diplomate britannique ne pouvait pas penser que Londres reconnaîtrait officiellement à un gouvernement étranger le droit ou le privilège d'avoir son opinion sur une colonie de la couronne. Dans le cas chypriote, cependant, le ministre des Affaires étrangères, a mêlé les turcs au dossier chypriote à la question de l'auto-détermination, intervenant

ainsi dans les différents entre deux États souverains tels que la Grèce et la Turquie.

En outre, Eden était entièrement d'accord avec les dirigeants militaires sur l'importance du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale. En tant que ministre des Affaires étrangères du dernier gouvernement Churchill, Eden a été invité à répondre au dilemme devant lequel se tenait la Grande-Bretagne de l'après-guerre:

-Comment hiérarchiser les priorités stratégiques dans le nouvel environnement géostratégique international?

-Comment se positionner parmi les nouvelles tâches qui découlent de la participation du pays à l'OTAN et les responsabilités traditionnelles liées à l'empire de la couronne?

-Qu'elle devait être par conséquent la mission principale de la Grande Bretagne? La défense de l'Europe occidentale dans le cadre de la guerre froide ou la défense des colonies?

-La réponse d'Eden, était la défense de l'Europe occidentale et le soutien à l'Alliance Nord-Atlantique.

Cependant Eden était absolument hostile à toute idée d'abandon des obligations impériales au Moyen-Orient soutenant au contraire le besoin d'y maintenir une présence militaire importante.<sup>22</sup>

Étant donné que les britanniques ont été obligés d'abandonner toutes leurs colonies dans la région, en particulier après leur départ de la zone du canal de Suez et l'accord avec Le Caire (1954), il ne restait que Chypre comme base sûre et capable de projeter des forces dans la région.

À noter que, comme fonctionnaient les militaires- avec le regard tourné vers leurs homologues américains, Eden cherchait également à concilier les deux missions- en principe contradictoires - c'est-à-dire la défense de l'ouest contre l'URSS et la défense de l'empire. La défense des intérêts britanniques au M. Orient signifiait la défense de l'Occident, puisque la région était considérée comme une base idéale d'opérations à l'encontre de l'URSS.

Toutefois, concernant le M. Orient la contemplation d'Eden ne s'arrêtait pas aux possibilités stratégiques et tactiques qu'offrait la région. Cet homme politique ambitieux prenait en compte un paramètre supplémentaire: Nasser.

---

22. V. Butler, *ibid*, 99.

Le colonel de l'armée égyptienne Abdul Nasser, qui a conquis le pouvoir en 1952 et exprimait vivement la demande d'émancipation complète de l'Égypte mais aussi du monde arabe de chaque forme de tutelle des forces occidentales colonialistes, allait devenir la psychose d'Eden. Ce leader charismatique a donné à sa politique une rhétorique composée d'éléments idéologiques divers: nationalisme, panarabisme, socialisme et anticolonialisme. Même si cela nous surprend, Eden a vu Nasser dès le départ comme une dangereuse réédition d'Hitler, cette fois non pas dans le contexte géoculturel de l'Europe centrale, mais du Moyen-Orient. Il ne faut pas se précipiter et supposer qu'il s'agissait simplement de la banalité habituelle: un prétexte de propagande occidentale. Dans le cas d'Anthony Eden, nous avons des raisons de croire qu'en effet ce politicien, stigmatisé de manière indélébile par «Munich» en 1938, croyait exactement ce qu'il disait sur le leader égyptien:

-Nasser dominait, comme un nouvel Hitler, avec une poigne de fer et il poursuivait jusqu'au but ses adversaires, alors qu'en même temps il connaissait l'adoration presque délirante des masses.

-Il énonçait, comme un autre Hitler, un type de nationalisme et de socialisme particulier, adapté aux pays arabes et au tiers monde.

-Il visait, comme un autre Hitler, non seulement à satisfaire les aspirations de l'Égypte, mais à la réalisation d'une entité supranationale regroupant le monde arabe, un édifice idéologique qui n'était pas un état nation égyptien, mais un nationalisme panarabe sur le modèle du Pangermanisme.

-Il a soulevé à cet égard, une demande de «revanche» historique et de révisionnisme géopolitique et il exigeait que les puissances coloniales occidentales traditionnelles s'effacent (l'Allemagne national-socialiste parlait de «saturierte Mächte» - de «forces rassasiés»). Ceci afin de donner sa place à la vigoureuse «nation arabe» qui s'élevait sur la scène historique et géopolitique.

Si dans tous ces éléments on ajoute la volonté de Nasser d'accepter, sous conditions, l'aide militaire soviétique, on se rend compte que pour le ministre britannique des Affaires étrangères, le dictateur égyptien représentait la plus grand menace pour les intérêts de la Grande-Bretagne. Ces points de vue sont aussi partagés par un collègue d'Eden,

Harold Macmillan<sup>23</sup> (l'un des rares conservateurs qui l'avaient suivi en 1938, contre Chamberlain).

De toute évidence, l'analyse objective restaure la menace Nasser pour les intérêts occidentaux dans ses véritables dimensions, au-delà de la fiction et des obsessions psychotiques de certains messieurs de Londres, qui refusaient obstinément de voir et d'accepter la nouvelle réalité géopolitique.

Ce qui nous intéresse ici est le fait que, comme si tout le reste ne suffisait pas (l'éjection de la Palestine, de l'Égypte, etc.) les dirigeants britanniques étaient, du coup, encore moins prêts à envisager le rattachement de Chypre à la Grèce.

Tout-à-coup, Chypre ne représente pas seulement une base précieuse pour la confrontation avec la Russie soviétique, mais aussi comme une base indispensable à toute opération militaire contre Nasser. Malheureusement, Chypre a vu le prix de son action à la bourse géostratégique internationale augmenter de façon vertigineuse, alors que presque toutes les autres colonies ont été abandonnées à leur destin.

Et comme si tout ça ne suffisait pas, un paramètre supplémentaire s'est posé: Eden, non seulement accordait au Moyen Orient une importance prépondérante pour la Grande Bretagne en tant que centre du système de défense britannique, mais il considérait la Turquie comme la clé de voute de la région.

Eden, qui avec tant de complaisance se considérait comme un expert de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient, était loin d'être l'exemple d'un observateur extérieur objectif. Au contraire, il avait des sentiments fortement philo-turques et anti-helléniques.<sup>24</sup>

Selon la perception d'Eden, la Turquie était pour la Grande-Bretagne, ce qu'on appelle aujourd'hui «un état pivot». Toute politique sur la question de Chypre, qui excluait ou attaquerait la Turquie et provoquerait des frictions anglo-turques était à exclure. En revanche, en ce qui concerne la Grèce, Eden se réfère à elle, dans une note de février de 1955, comme à un «pays instable», tandis que le premier ministre Papagos est caractérisé comme «indigne de confiance».<sup>25</sup>

23. V. *ibid*, Alistair Horne, *Harold Macmillan, Vol. 1: 1894-1956*, Viking, London 1989, 393.

24. De même, v. Anthony Eden, *Full Circle*, Cassell, London 1960, 395-413.

25. Anthony Nutting (foreign office parliamentary-undersecretary), Secret memo-

Nous ne pouvons pas savoir si les forts préjugés d'Eden à l'égard des Grecs étaient une conséquence de ses études orientales – parcours atypique à une époque où l'homme de lettres se devait de passer par des études classiques (c'est-à-dire grecques) ou s'ils provenaient de son implication personnelle dans les affaires grecques avant la guerre.<sup>26</sup> Mais si c'est le cas, on pourrait se demander comment le premier ministre de la Grande Bretagne aurait du réagir vis à vis de la Turquie, sachant qu'il nourrissait de tels sentiments pour la Grèce et les Grecs (pourtant les seuls dans toute l'Europe à avoir tenu leur parole et leur engagement envers les Anglais pendant la guerre).

La Turquie a manqué à tous ses engagements formels en refusant d'exécuter les obligations du traité entre Ankara, Londres et Paris. Car le fait est que la Turquie, en contraste absolu avec la Grèce, avait reçu par anticipation un paiement conséquent, à la fois sous forme d'argent et de matériel de guerre. Dans quelle mesure Eden se souvenait-il, au milieu des années 1950, des moments malheureux qu'il ait vécu dans sa relation avec la Grèce ? Comment a-t-il alors vécu l'humiliation lorsqu'il se rendait en Turquie au printemps de 1941, en suppliant les dirigeants turcs d'honorer enfin leurs engagements pour recueillir un refus catégorique d'Ankara ?

Malheureusement, il doit être ici question de mœurs indignes et de mesquinerie. Sinon comment pouvons-nous caractériser un politique qui détient les rênes de la diplomatie britannique et qui, en se référant

---

randum, 8 Feb. 1955, doc 128a, in: Madden, *op.cit.*, 424 et sqs.

26. Rappelons qu'à cette époque, de la fin décembre 1940 à avril 1941, un sérieux désaccord est survenu entre Londres et Athènes. La partie grecque (Metaxas, Papagos) insistait sur le respect, côté anglais, de l'accord convenu entre Athènes, Londres et Paris qui prévoyait l'expédition en Grèce d'un corps britannique capable de lutter efficacement contre une potentielle invasion allemande. Au contraire, le côté anglais (Churchill, Eden) se déclarait prêt à envoyer une petite force expéditionnaire en Grèce, qui, bien qu'elle ne serait pas suffisante pour repousser avec succès une attaque allemande, pourrait suffire à la provoquer. Les Anglais refusaient d'envoyer, jusqu'au 28 octobre 1940, ne serait-ce que le plus maigre soutien à l'armée grecque. La rupture entre les deux pays a été évitée après l'intervention directe du roi George II. Le but de l'Angleterre était de garder ouvert le front balkanique - une fois ouvert grâce à Mussolini - pour promouvoir "l'accrochage" de l'Allemagne dans un front collatéral qui n'était pas prévu dans les plans allemands.

à la Grèce, alliée de l'Angleterre, la qualifie de «pays instable». Il qualifie le Marechal Papagos d'«indigne de confiance» - alors que le vieux maréchal - contrairement à Pétain de France, Horthy de Hongrie, Antonescu de Roumanie, Mannerheim de Finlande, Franco en Espagne ou ses homologues turcs - a combattu aux côtés de l'Angleterre et a été fait prisonnier dans un camp de concentration en Allemagne.<sup>27</sup>

Lors de la discussion entre Papagos et Eden en Septembre 1953, lorsque le maréchal (et entretemps premier ministre) a posé la question de l'union de Chypre avec la Grèce, la réponse d'Eden: «New York a aussi une large population grecque, alors pourquoi la Grèce ne revendique pas New York en tant que territoire grec?»<sup>28</sup> est resté dans l'histoire, par son manque de tact et sa médiocrité. Attitude absolument inconvenante, pour un diplomate de son rang! Au final, ce Britannique arrogant avait devant lui un homme beaucoup plus âgé, qui avait vécu la guerre, fut prisonnier au camp de concentration de Dachau et pourtant il ne le respectait pas.

Macmillan, après avoir succédé à Eden aux Affaires étrangères, quand il a déménagé à Downing Street en 1955, a suivi la même politique sur le problème de Chypre: traitement de la question par le ministère des Affaires étrangères, tout en écartant le ministère des Colonies et refus catégorique de toute demande d'autodétermination et d'union avec la Grèce, avec activation simultanée de deux paramètres:

a) La Turquie, dont il fallait chercher le soutien,

b) Un parti politique loyaliste gréco-chypriote, qui soutiendrait le maintien de la souveraineté britannique sur l'île. Les propos de Macmillan sont vraiment révélateurs: «Il devrait être possible d'organiser un parti philo-britannique grec. Au final, Xerxès n'avait eu aucune difficulté».<sup>29</sup>

Une référence claire au rachat historique des politiciens des villes-états grecques par le roi des Perses, et leurs célèbres «dariques» (pièces d'or persanes portant la tête de Darius). 2400 ans plus tard, en 1959-1960, certains politiciens grecs, aussi bien à Athènes qu'à Nicosie ont signé les accords de Zurich-Londres, et quelques Grecs de l'île, des «pro-

27. À Dachau, entre autres. Il a séjourné dans les camps de concentration de 1943 à 1945.

28. Newsinger, *ibid*, 88.

29. Horne, *ibid*, 364.

gressistes», deviendront des adversaires farouches de l'autodétermination nationale et des partisans de l'occupation étrangère.

Entretemps, dans la nuit du 31 mars 1955 a explosé la lutte de libération nationale du peuple chypriote grec, sous le commandement du colonel de l'armée grecque Georges Grivas (d'origine chypriote), vétéran des guerres précédentes, excellent chef militaire et patriote sincère.

Le but de cette étude n'est certes pas de se référer à la lutte armée de l'EOKA, ou aux événements politiques sur la question de Chypre, mais de mettre en évidence le lien entre l'affaire chypriote et les complots au Moyen-Orient, et en particulier à Suez. C'est pourquoi je me limiterai à un simple rappel, en vue de rétablir une justice historique:

a) du point de vue militaire, Georges Grivas (le légendaire «Digenis») s'est révélé un leader militaire, fin connaisseur de la stratégie et des tactiques de la guérilla (reconnu d'ailleurs par son adversaire, le Marechal Harding, en tant que le meilleur ennemi contre lequel il ne se soit jamais battu)

b) du point de vue politique, Grivas s'est révélé fin connaisseur des théories politiques qui constituent la clé du succès de la guérilla: la nécessité de gagner la population à leur cause («winner of hearts & minds», comme le dirait le vocable OTAN d'aujourd'hui).

c) L'épopée de l'EOKA fut grandiose et incomparable et doit être enregistrée dans la continuité de plusieurs siècles de résistance nationale de l'hellénisme contre tout conquérant étranger.

D'après un mémorandum du ministère des Affaires étrangères datant du début de 1955, le gouvernement Eden estimait que:

a) la souveraineté de la vieille Albion sur l'île devait continuer et donc la demande d'union devait être rejetée indiscutablement, et être confrontée d'une part à des méthodes répressives (d'où l'importance accordée au renforcement de la police), et d'autre part à l'affiliation des chypriotes «modérés» en faveur de la souveraineté anglaise sur l'île, avec pour appât un régime d'autonomie limitée.<sup>30</sup>

b) Les Anglais devaient solliciter l'appui et la coopération des Turcs,<sup>31</sup> apparemment comme contrepoids aux revendications grecques.

c) le gouvernement grec serait persuadé de retirer son soutien à la

30. F. O. Memo, 8 Feb. 1955, F.O. 371/117625, réf. Madden, *ibid*, 427-429.

31. V. plus haut.

demande d'union de l'île et d'accepter à la place, un régime d'autonomie limitée juste pour sauver la face. Le tout en présentant à l'opinion publique grecque (pro-chypriote), un règlement de l'affaire.

Comme nous l'avons déjà expliqué, l'attitude intransigeante d'Eden face à la demande d'autodétermination avait un lien direct avec le facteur «Nasser» et les problèmes auxquels était confronté Londres en Égypte. Notamment avec le canal de Suez et ce, même avant la crise internationale de 1956. Comme on peut facilement comprendre l'escalade du conflit d'intérêts entre Londres et le Caire, jusqu'à l'explosion de la crise et de la guerre de Suez en 1956, les Anglais ont durci leur intransigeance sur la question de Chypre. La situation sur le front intérieur (lutte armée de l'EOKA) s'aggravait de jour en jour.

Cependant, d'un caprice de l'histoire, la situation au Moyen-Orient et notamment au canal de Suez, s'avérerait être un catalyseur pour le processus qui a conduit à l'affranchissement partiel de Chypre de la domination anglaise.

Concrètement, la mise en échec de l'intervention militaire anglo-française contre Nasser à Suez en 1956 a poussé les dirigeants britanniques à changer d'attitude. L'opération a poussé l'élite dirigeante à Londres mais aussi l'opinion publique, à réaliser que les «jours de l'empire» étaient révolus. Ici s'illustre parfaitement ce que nous a enseigné Thucydide : «une évolution qui apporte un renversement de situation».<sup>32</sup>

La démission d'Eden du poste de Premier ministre au début de l'année 1957 fut symptomatique. La fin politique sans gloire de cet homme autrefois puissant, a coïncidé avec la fin des fantasmes et des obsessions britanniques quant à la présence «impériale» en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient.

Et comme autrefois la situation géopolitique dans cette région du monde, représentant l'un des trois piliers de la sécurité de la Grande-Bretagne, avait rendu prohibitif pour les décideurs politiques toute discussion d'autodétermination pour Chypre, désormais il était impératif de trouver une nouvelle doctrine de défense qui prendrait en considération l'effondrement rapide de la souveraineté anglaise en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient (qui a duré un siècle et demi, depuis la défaite française d'Aboukir, en 1798).

---

32. Thucydide, *Plataïka*.



En effet, une nouvelle politique défensive a été introduite en 1957 par Macmillan, qui a succédé à Eden et s'est libéré de l'ombre de son chef «de toujours». Il a procédé à l'élaboration et à l'application d'une nouvelle planification de défense, dont les caractéristiques principales étaient:

a) la baisse drastique des dépenses de défense et

b) la mise en avant de la défense des îles britanniques et de l'Europe de l'ouest, au lieu des questions de l'Empire et du Moyen-Orient.<sup>33</sup>

À partir du moment où la nécessité d'une présence souveraine anglaise au Moyen-Orient avait disparu, Chypre avait cessé d'être considéré comme irremplaçable et donc pour la première fois, la voie d'une solution politique était ouverte. Ceci permettait d'entrevoir la question de l'autodétermination de manière positive.

En outre, il est intéressant de noter que la relation entre la crise de Suez et la question chypriote a été absolument comprise par l'opinion publique grecque, non seulement à Chypre, mais aussi en Grèce. Des manifestations massives et imposantes ont ébranlé Athènes et d'autres villes, dès l'horrible nouvelle de la pendaison des héros et martyrs Karaoli et Dimitriou par les britanniques. On entendait des slogans en faveur de Nasser qui favorisaient un axe Athènes-Belgrade-Le Caire.

Pendant la guerre de Suez, un article du général en retraite Gyalistra, ancien secrétaire d'État de l'aviation dans le gouvernement Papagos a été publié au «*Vima*» quotidien grec. Dans l'article en question, l'ancien militaire reliait la question de Suez avec Chypre, tandis qu'il procédait à une analyse très intéressante qui allait être vérifiée dans les faits.

Le fait que les deux superpuissances (USA et URSS) possédaient l'arme nucléaire conduisait «inévitablement» à «un rapprochement entre eux. C'est parce que la «peur des représailles réciproques» rendait «la possibilité d'une guerre entre eux presque impossible». Cependant, ceci n'a fait que favoriser une résurgence des conflits locaux.<sup>34</sup>

Les quotidiens «*Estia*», «*Eleftheria*» et «*Avgi*» exprimaient les avis les plus audacieux et novateurs, tant en ce qui concerne les problèmes

33. V. W. Jackson, *Withdrawal from Empire: a military view*, St Martin's Press, London 1986, 170.

34. Sergios Gialistras, «Grèce-Chypre-Suez», «*To Vima*», 12/10/1956.

d'interdépendance de Chypre et de Suez, que sur la nécessité qui en découle de redéfinir la politique extérieure grecque, de manière à ce qu'elle reflète les nouvelles données internationales.

Ces positions ont été accompagnées par de vives critiques contre le «gouvernement d'octobre». Le premier gouvernement de Constantin Karamanlis avait été appelé ainsi.

C. Karamanlis a été placé au poste de premier ministre en octobre 1955, après le décès du maréchal Papagos, tandis que l'opinion publique s'attendant à ce qu'un des deux cadres historiques du parti conservateur (Panagiotis Kanellopoulos ou Stephanos Stephanopoulos) prennent la suite à la tête du pouvoir. C. Karamanlis paraissait parachuté de l'étranger.

Le fameux mémorandum de «Pipinelis» était connu depuis longtemps. Ce mémorandum fut rédigé pour le compte de C. Karamanlis avant qu'il n'assume la fonction de premier ministre, par l'ex-Ambassadeur, ministre des Affaires étrangères et proche du roi George II, Panagiotis Pipinelis.<sup>35</sup>

Le mémorandum reprenait les engagements qui auraient été entrepris par le député à l'époque de l'«Alerte populaire», vis-à-vis des étrangers sur une série de questions stratégiques et notamment sur la question de Chypre. Constantin Karamanlis assurait dans ce texte que s'il assumait le gouvernement du pays, il ferait son mieux pour neutraliser la réaction de l'opinion publique face à un compromis sur Chypre.<sup>36</sup> Compromis qui irait davantage vers l'indépendance de l'île plutôt que vers un rattachement à la Grèce.

Pour rappel, le mémorandum Pipinelis, en quelques points : Premièrement, il a été publié par son directeur de cabinet, P. Sotiropoulos. Deuxièmement, il a été publié dans le prestigieux quotidien «*Neologos*» de Patras en 1958. Troisièmement, il n'a pas été contredit par Pipinelis lequel, au contraire, a confirmé son authenticité. Enfin quatrièmement, tout ce qui était mentionné dans le mémorandum a été réalisé. En septembre 1956, le journal «*Eleftheria*», du regretté Panos Kokkas, en réponse au premier ministre qui avait déclaré que le gouvernement accomplissait son devoir sur la question chypriote, notait : «*Il n'a pas*

35. «De l'ascension de Karamanlis au pouvoir», «*Neologos Patron*», 21/12/1958.

36. V. plus haut.

*précisé cependant en face de qui : de la nation ou de ceux qui l'avaient placé comme premier ministre».*<sup>37</sup>

Il est intéressant, d'observer qu'à la même période, ce même journal a publié un article du président égyptien Nasser, sur les positions du Caire en conflit avec Londres.<sup>38</sup>

«*Eleftheria*» faisait le parallèle entre ces deux sujets et exprimait l'avis que les intérêts stratégiques de la Grèce et de l'Égypte fussent semblables face à la Grande Bretagne. «L'impérialisme britannique» était menacé par la lutte de libération des Grecs de Chypre et par l'émancipation arabe, exprimée principalement par l'Égypte.

Les publications d'«*Avgi*», journal de gauche en Grèce, sont encore plus intéressantes sur le sujet (si l'on compare l'esprit purement patriotique exprimé par la Gauche de l'époque et les idéologies post-nationales «multiculturelles» d'une partie de la Gauche d'aujourd'hui en Grèce et à Chypre).

En Septembre 1956, le Directeur d'«*Avgi*», Vassilios Efremides écrivait: «*Le gouvernement est resté silencieux. Son action est conforme au rôle qui lui a été donné de jouer. Silencieux, parce que tout à Chypre, en Grèce et au Moyen-Orient se réalise conformément au plan prévu de ses «alliés». Si le bourreau Harding procède au déracinement de l'hellénisme et de l'orthodoxie de Chypre. Si les troupes françaises débarquent dans l'île, le gouvernement ne se sentira pas en position de protester. Anglais et Français servent tous deux la cause de la colonisation en Méditerranée orientale. Un nouvel ordre naîtra des mers où, depuis l'antiquité se situait le berceau de la civilisation grecque et égyptienne. Avec Nasser et Chypre ou avec l'impérialisme anglo-américain et franco-turc, tel est le dilemme historique».*<sup>39</sup>

Entretemps, mi-octobre a été publié à Athènes un manifeste de Grivas, dans lequel il demandait le remplacement du gouvernement de Karamanlis par un gouvernement d'«Union nationale», mais aussi de réexaminer la politique extérieure de la Grèce, en sous-entendant un retrait de l'alliance Nord-atlantique. «Pour le monde politique de la Grèce se pose la question du type de relation avec les diverses organisations

37. «Le devoir», «*Eleftheria*», 5/09/1956.

38. Nasser: «ma politique» & «le grand danger», «*Eleftheria*», du 2/09/1956.

39. Efraïmides, B., «Le filet [de la langue]», «*Avgi*», 2/09/1956.

internationales, tant qu'elles ne cherchent pas à mettre en œuvre les principes du droit et de l'éthique, mais qu'elles sont l'arène de marchandages immoraux». <sup>40</sup>

Le Président du Parti libéral, George Papandreou, s'est précipité afin de déclarer que «Digenis exprime à l'extrême les sentiments de la nation.» En évitant de prendre position en faveur du retrait de l'OTAN, Papandréou demandait, en tout cas, que «le régulateur du régime» intervienne». Le Président du «Parti démocratique du peuple travailleur» Georges Kartalis a déclaré que Grivas faisait un dernier effort pour empêcher que le gouvernement Karamanlis ne close la question chypriote. Le Président d'EDA (Gauche Démocratique Unie), John Passalidis, était ouvertement en faveur de la proposition de Digenis.

La réaction de la presse était révélatrice de l'état d'esprit des Grecs (et pas seulement à l'époque) sur l'interventionnisme étranger en Grèce. Comme on peut le comprendre, les journaux de droite («*To Vima*» et «*Kathimerini*») étaient négatifs envers Grivas, tandis que le quotidien le plus «populaire» du groupe Lambrakis («*Ta Nea*») a choisi d'appliquer la méthode de la «mort par étouffement». <sup>41</sup>

En revanche, le journal «*Eleftheria*» de Panos Kokkas s'est positionné avec rigueur contre les «marionnettes du 6 octobre» (Karamanlis Averoff-Tossitsas et compagnie), les menaçant directement, que s'ils essayaient «d'ignorer la logique des choses» et «de remplir leur mission de capitulards, ils seront un jour retrouvés étranglés». <sup>42</sup> Naturellement, «*Estia*» de la famille Kyrou était le plus combatif des quotidiens. Il demandait la démission du gouvernement et dans le cas contraire, l'intervention du roi. Sinon, ils menaçaient d'un nouveau «Goudi». <sup>43</sup>

Au 31 octobre 1956, au lendemain de l'attaque israélienne sur l'Égypte, l'inénarrable Cyrus Kyrou a dénoncé dans les colonnes d'*Estia*, les raids de l'Angleterre et de la France ainsi que le gouvernement Karamanlis, qui déclarait que la Grèce était inséparablement liée à ses alliés occidentaux, que l'auteur qualifie de stupide et dangereux. <sup>44</sup> Le journal le plus conservateur en Grèce demandait de se retirer de l'OTAN. Bien

40. «*To Vima*», 19/10/1956.

41. V. *ibid*, «*To Vima*» et «*I Kathimerini*», 18/10/1956, «*Ta Nea*», 19/10/1956.

42. «Mots simples», «*Eleftheria*», 21/10/1956.

43. «*I Estia*», 18, 19 et 22/10/1956.

44. «Les pilleurs venus de l'ouest», «*I Estia*», 31/10/1956.

sûr, la réponse est venue de «*Kathimerini*» et de «*Vima*», partir pour aller où? À l'Est ?<sup>45</sup>

Enfin, afin de démontrer une fois de plus la corrélation entre Chypre et Suez, il faut rappeler un article publié dans «*Vradini*» du 25/10/1956 par l'ancien camarade de Grivas, Constantin Efstathopoulos qui écrit: «nous admirons et nous apprécions la politique courageuse des amis Égyptiens, mais nous ressentons aussi de la honte, parce que dans notre pays courageux, il ne s'est pas trouvé un homme politique pour jouer le rôle de Nasser».<sup>46</sup>

La suite est connue mais n'entre pas dans le cadre de cette présentation. Deux dernières observations seulement:

Premièrement, par amour de la justice historique, il faut reconnaître que le revirement radical et spectaculaire de l'attitude anglaise sur Chypre est dû non seulement à l'évolution de la crise de Suez en 1956 mais aussi au succès absolu de la stratégie de Georges Grivas-Digenis et de l'EOKA.

Ayant une excellente connaissance de la «stratégie d'usure», Grivas a souligné à juste titre qu'il ne s'attendait pas qu'avec les moyens de l'EOKA, il atteindrait la victoire militaire absolue sur les forces britanniques. «Notre objectif est de remporter une victoire psychologique visant la confusion et la fatigue des forces ennemies».

Le but était d'harceler les forces britanniques, selon la célèbre expression de Grivas, jusqu'à ce que, forcés par la diplomatie internationale à travers l'ONU, ils acceptent d'examiner et de régler le problème de Chypre conformément aux souhaits du peuple chypriote et de l'ensemble de la nation grecque.

La deuxième observation, qui servira de conclusion, c'est que les dirigeants politiques grecs en charge de la question de l'autodétermination et de l'union avec la Grèce, ont été complètement incapables ou peu disposés à estimer le changement de la géostratégie internationale et régionale mais aussi à utiliser la puissante «carte» de la victoire stratégique indéniable de l'EOKA.

Ainsi, ironie de l'histoire, il semblerait que l'avis de Sir Antony Eden

45. «En vue d'un grand danger, que le peuple resserré ses objectifs», «*To Vima*», 1/1 1/1 1956. V. également «*I Kathimerini*», 1/11/1956.

46. K. Efstathopoulos, «Le message de Grivas», «*I Vradini*», 25/10/1956.

se confirmait quand il a dit que les dirigeants politiques grecs vont abandonner leur requête pour l'union en acceptant ce que les britanniques vont leur offrir.

Sauf si bien sûr, l'avis de Macmillan sur la façon dont Xerxès parvenait toujours à trouver chez les Grecs, certaines personnes disposées à s'aligner sur ses volontés, était justifié.

### ***Bibliographie***

- Ball, Simon, 'Bomber bases and British Strategy in the Middle East, 1945-1949', *Journal of Strategic Studies* 14 (1991)
- Butler, L. J., *Britain and Empire: Adjusting to a Post-Imperial World* (Foundations of Britain), I.B. Tauris, London 2002
- Cohen, Michael, *Fighting WW III from the Middle East: Allied Contingency Plans, 1945-1954*, Frank Cass, London 1977
- Correlli, Barnett, *The Lost Victory: British Dreams, British Realities, 1945-50*, Macmillan, London 1995.
- Eden, Anthony, *Full Circle*, Cassels, London 1960.
- Hamilton, Nigel, *Monty: The Field-Marshal, 1944-1976* (US title: *Monty: Final Years of the Field-Marshal, 1944-1976*), Hodder & Stoughton Ltd, London 1995
- Ilias Iliopoulos, (en grec), *Des pages d'histoire militaire: les opérations de la compagnie sacrée durant la 2nde guerre mondiale*, Erodote, Athènes 2013.
- Kirk-Greene, Anthony, *On crown service: a history of HM colonial & overseas civil services 1837-1997*, I. B. Tauris, London 1999
- Lee, David, *Wings in the Sun: A History of the RAF in the Mediterranean 1945-1986*, London, 1989
- Madden, F., *The End of Empire: Dependencies since 1948 Part I*, Greenwood Press, Wesport 2000
- Newsinger, John, *British Counterinsurgency from Palestine to Northern Ireland*, Palgrave, London 2002
- Nutting, Anthony, (Foreign Office Parliamentary Undersecretary), Secret memorandum, 8 Feb. 1955, doc 128a.
- Rosecrance, R. N., *Defence of the Realm: British Strategy in the Nu-*

- clear Epoch*, Oxford University Press, Oxford 1968
- Mémoires d'Eden: face à deux dictateurs*, A. Eden, Cassell, London 1962
- Thucydide, *Plataïka*
- Jackson, William, *Withdrawal from Empire: A Military View*, St Martin's Press, London 1986.
- F.O. Memo, 8 Feb. 1955, F.O. 371/117625
- «British finishing repaying U. S. loan to fight WWII», «*Arizona Daily Star*», 29/12/2006
- Sergios Gialistras, «Grèce-Chypre-Suez», in «*To Vima*», 12/10/1956
- «De l'ascension de Karamanlis au pouvoir», «*Neologos Patron*», 21/12/1958
- «Le devoir», «*Eleftheria*», 5/09/1956
- Nasser: «Ma politique» & «Le grand danger», «*Eleftheria*», 2/09/1956
- B. Efraïmides, «Le filet [de la langue]», «*Avgi*», 2/09/1956
- «Mots simples», «*Eleftheria*», 21/10/1956
- «Les pilleurs venus de l'ouest», «*Estia*», 31/10/1956
- «En vue d'un grand danger, que le peuple ressère ses objectifs», «*To Vima*», 1/11/1956
- K. Efstathopoulos, «Le message de Grivas», «*Vradini*», 25/10/1956